

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

UA: Ali Bongo Ondimba prendra part au prochain sommet des chefs d'État

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE conseiller spécial chargé de la communication présidentielle, Porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, s'est entretenu, hier, avec les hommes des médias, la deuxième rencontre du genre depuis le début de l'année.

Le responsable de la communication présidentielle a annoncé que le numéro un gabonais, Ali Bongo Ondimba participerait au sommet des chefs d'État de l'Union africaine qui se tiendra les 6 et 7 février prochains par visioconférence. Il a, par ailleurs,

rappelé les objectifs du dernier séminaire gouvernemental. Lequel impose désormais à l'équipe de Rose-Christiane Ossouka-Raponda la culture du résultat. Les élections sénatoriales, dont la campagne électorale s'ouvre demain, n'ont pas été occultées. Pour le Porte-parole de la présidence de la République, il faut considérer la nomination d'une partie des membres de cette Chambre du Parlement comme un saut qualitatif. D'autant que cette nouvelle donne est loin d'être l'apanage du Gabon.

Toutefois l'un des sujets les plus importants de cette conférence de presse a sans aucun doute été le tour de vis apporté par

le gouvernement dans le plan de lutte et riposte contre le Covid-19. " Notre pays compte plus de 250 cas actifs et la tendance est à la hausse", a-t-il lancé pour justifier le durcissement des mesures. Lesquelles, selon lui, pourront être accentuées ou adoucies en fonction de l'évolution de la courbe épidémiologique.

Interrogé sur la destination des amendes infligées et l'éventuel racket des Forces de défense et de sécurité, Jessye Ella Ekogha a précisé qu'elles seront

"payées au Trésor public". Avant d'ajouter: " Le vaccin apparaît aux yeux des spécialistes comme la seule porte de retour à la vie normale". Tout en précisant que le Gabon est en pleine discussion avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les grands laboratoires. Occasion pour ce dernier d'inviter les populations à la prise de conscience, la précaution et au respect des mesures barrières.



Le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, lors de son propos.

Miroir du gouvernement Sacerdoce

DEUX ans pour asseoir la transformation de l'économie nationale. C'est le délai imparti, en effet, à Rose Christiane Ossouka Raponda et à l'ensemble des membres de son équipe, pour matérialiser les principales recommandations issues du récent séminaire gouvernemental sur la stratégie 2021-2023.

Vingt-quatre mois devant servir de baromètre de l'action gouvernementale. Laquelle devrait se traduire par des réalisations concrètes, tangibles et palpables sur le terrain en fonction d'un calendrier précis. Ce qui devrait permettre à l'opinion de se faire une idée sur la capacité de ce gouvernement à trouver des solutions aux maux qui minent notre société. D'autant que, à tort ou à raison, d'aucuns ont le sentiment qu'une fois promues au gouvernement, certaines personnalités se détournent de l'essence profonde de leurs missions: satisfaire l'intérêt général.

Si bien que, dans la postérité, il n'y a presque rien de leurs passages au gouvernement. Aucune trace d'un acte significatif qui aurait marqué, de manière durable et positive, les populations. Un comportement mû, le plus souvent, par l'unique ambition de " faire carrière". Toute chose préjudiciable à l'action gouvernementale. D'où, a indiqué le président de la République, Ali Bongo Ondimba: " Au Gabon, être ministre n'est pas un acquis. C'est un honneur qui se mérite. Ce mérite se mesure à l'aune de vos résultats sur le terrain et de la stricte application consigne qui vous sont données". Des propos suffisamment révélateurs du sens élevé des responsabilités ministérielles, assimilables à un véritable sacerdoce, un don de soi, un engagement au service du bien-être et de l'épanouissement de la communauté.

C'est dire qu'il revient désormais aux membres du gouvernement d'être à la hauteur des engagements qu'ils ont pris, la semaine écoulée, à la clôture du conclave présidé par le chef de l'État.

J.KOMBILE MOUSSAVOU

